


Groupe de travail "Égalité professionnelle"
PLOUF !

Cette réunion du 15 septembre a eu lieu dans le prolongement des travaux engagés en juin dernier. Elle devait permettre d'établir un point d'étape sur les différentes actions du plan d'action 2015-2017 et de tracer les premières lignes directrices d'un nouveau plan.



Dès le début de la séance, il était clair que la présidente de séance, Madame Orange-Louboutin n'avait pas mandat d'évoquer les moyens budgétaires pourtant nécessaires, pour concrétiser les propos de M. Le Maire lors du CTM de juillet dernier, concernant son attachement à l'égalité professionnelle dans toutes les directions.

A l'évidence, certaines refusent de s'engager dans une véritable politique d'égalité professionnelle, en dehors des mesures « non budgétivore » ou ne remettant pas en question leurs règles de gestion.

Par de nombreux exemples, il a été démontré que plusieurs axes du plan d'action étaient délibérément ignorés par des responsables locaux (entretien au retour de congé de maternité par exemple).

Face à ces écueils, et malgré le volontarisme affiché par la délégation ministérielle à la diversité et à l'égalité professionnelle, le débat se limite trop souvent à des constats, sans volonté de la part des directions de changer fondamentalement les choses ou de trouver des solutions pérennes.

Après une courte suspension de séance, toutes les fédérations ont décidé de quitter la séance, dans l'attente du Comité Technique Ministériel.

Elles attendent des ministres, au-delà de la réaffirmation de leur attachement à l'égalité professionnelle (c'est un minimum !), des actes et des moyens budgétaires à la hauteur d'une véritable politique ministérielle dans ce domaine.


EN QUÊTE D'OPINION.

La voici, la voilà, c'est le retour de la grande enquête annuelle d'opinion diligentée par la DGFIP et confiée à IPSOS pour prendre la température des services.

L'occasion pour les agents d'exprimer leur ressenti sur le fonctionnement des services.

Les heureux élus (sélectionnés selon quels critères?) reçoivent un message contenant un lien internet leur permettant d'accéder, anonymement, au questionnaire. Au passage, on peut se



poser la question de l'anonymat puisqu'il est précisé que le lien est strictement personnel et qu'il ne doit pas être communiqué à un autre collègue.

Au vu des questions, on peut aussi s'interroger sur le but de cette enquête. A moins d'avoir des problèmes relationnels avec ses collègues et son chef de service, comment peut-on répondre autrement que positivement aux questions posées ?

Par contre, au milieu du formulaire, une question jette un froid : « pensez-vous que vos collègues sont prêts à partir en grève ? ». Les masques tomberaient-ils ? Tout ça pour ça ?

Le seul moment où l'agent peut s'exprimer réellement, c'est quand il lui est demandé des solutions à adopter pour améliorer le fonctionnement des services. On peut vraiment donner notre avis ? Et si on profitait de l'occasion pour dire vraiment ce qu'on en pense. Chiche !

Allez-y, lâchez-vous.

**REJET DU CETA :
POUR FO, IL FAUT TENIR PAROLE !**

CETA : Comprehensive Economic and Trade Agreement
=
AEGC : L'Accord économique et commercial global

Malgré les nombreuses mises en garde de la Commission indépendante d'évaluation du CETA (mise en place par le gouvernement) et la saisine belge de la CJUE sur le mécanisme de règlement des différends, le CETA est mis en œuvre provisoirement en France le 21 septembre 2017.

Comme le rappelle **FO** dans un courrier avec plus de 50 organisations au président de la République, suspendre l'application provisoire du CETA reviendrait à honorer une promesse de campagne et marquerait une volonté politique visant à éviter le dumping social, les pertes d'emploi et les impacts désastreux de cet accord commercial tant socialement, environnementalement qu'économiquement. Cette mise en œuvre provisoire constitue un véritable danger social et économique, au profit d'un libéralisme débridé, au mépris des droits du travail et de l'Homme.

**FO dénonce cette décision
et réaffirme son opposition au CETA.**


Manifestation contre le TTIP et le Ceta, le 20 septembre 2016 à Bruxelles, à l'appel notamment des organisations syndicales belges Photographie : F. Blanc (CC BY-NC 2.0)